

## Document d'orientation 13

Juin 2014

Ce document montre que l'aide à l'éducation suit une spirale descendante depuis 2010, ce qui menace la réalisation des objectifs mondiaux présents et futurs dans ce domaine.

## Les réductions de l'aide menacent les objectifs de l'éducation

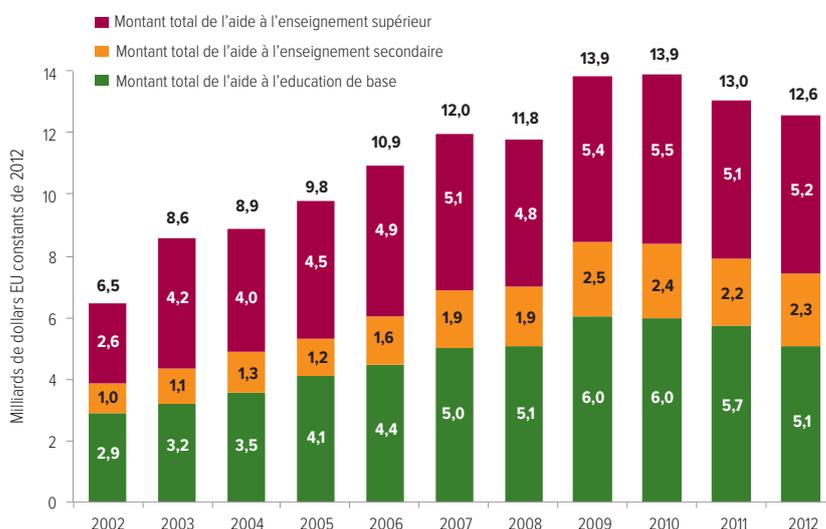
### Introduction

Ce document présente les dernières données en date concernant l'aide humanitaire et l'aide au développement consacrées à l'éducation. Sa publication doit coïncider avec la Conférence d'annonces de contribution du Partenariat mondial pour l'éducation, dont l'objectif est de collecter 3,5 milliards de dollars des États-Unis au profit de l'éducation. Il est essentiel de prendre la mesure de l'urgence de cette demande de financements et que les donateurs, nouveaux et anciens, voient là une occasion de renflouer les fonds consacrés à l'éducation en cette période de pénurie.

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT a montré que 250 millions d'enfants dans le

monde ne possèdent toujours pas les acquis de base, bien que sur ce nombre environ la moitié aient été scolarisés pendant au moins quatre ans. Pourtant l'aide au développement consacrée à l'éducation a encore diminué en 2012 et les perspectives actuelles ne sont pas encourageantes. La part de l'aide humanitaire consacrée à l'éducation reste inférieure aux objectifs. Cela compromet nos chances de réaliser des objectifs mondiaux nouveaux et plus ambitieux après 2015. Beaucoup de pays ont encore besoin d'aide pour tenir leurs promesses dans le domaine de l'éducation, et planifier l'éducation exige des financements prévisibles que peuvent garantir des engagements d'aide à long terme.

**Figure 1 : L'aide à l'éducation a baissé de plus de 1,3 milliard de dollars depuis 2010**  
Total des décaissements d'aide à l'éducation, 2002 à 2012



Fuente: Análisis del equipo del Informe de Seguimiento de la EPT en el Mundo sobre la base de datos del sistema de notificación de los países acreedores (CRS) de la OCDE (2014)

## Aide au développement

### L'aide à l'éducation en déclin depuis 2010

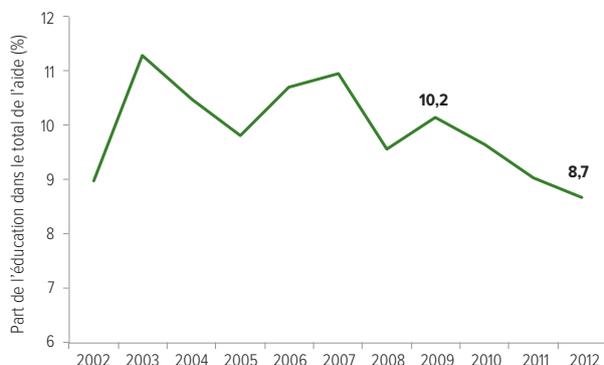
Si le montant total de l'aide à l'éducation a augmenté régulièrement de 2002 à 2010, il a décliné de 10 % depuis lors (Figure 1). Ce recul est largement supérieur à la réduction de 1 % du montant total de l'aide relevé pendant cette période, ce qui indique que les donateurs accordent à l'éducation une moindre priorité dans leurs budgets d'aide : la part de l'éducation dans le total de l'aide a été réduite à 8,7 % par rapport au chiffre de 10,2 % atteint en 2009 (Figure 2). En revanche, la part consacrée à la santé pendant cette même période est passée de 13 % à 14 %.

*Aide à l'éducation de base*: en dépit du fait que 57 millions d'enfants et 69 millions d'adolescents restent non scolarisés, le sous-secteur de l'éducation de base a accusé une baisse de 627 millions de dollars des États-Unis entre 2011 et 2012, ce qui a ramené le total de l'aide à ce secteur à son niveau de 2008. La part de l'éducation de base dans le total de l'aide à l'éducation est passée de 44% à 40 % (Figure 3).

Par rapport à 2010, 27 donateurs sur 41 ont alloué un montant inférieur à l'éducation de base en 2012. Les Pays-Bas, par exemple, ont dépensé presque 200 millions de dollars de moins en 2012 qu'en 2010. Parmi les dix plus importants donateurs en 2010 et en 2012, seuls

**Figure 2 : Les donateurs ont accordé une priorité moindre à l'éducation depuis quelques années**

Part de l'éducation dans l'aide totale, 2002-2012



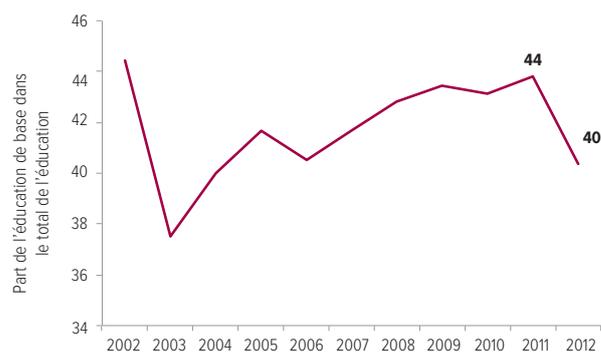
Note: Le montant total de l'aide ne tient pas compte de l'allègement de la dette.  
Source: Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2014).

deux – le Royaume-Uni et les États-Unis – ont augmenté leur contribution à l'éducation de base pendant la période considérée (Figure 4).

Cette réduction de l'aide intervient alors que le manque financier annuel pour l'éducation s'élève à 26 milliards de dollars des États-Unis et va encore retarder la réalisation des objectifs de l'éducation dans de nombreux pays. Si cette tendance à la baisse ne s'inverse pas, la probabilité que ces pays atteignent les objectifs mondiaux pour l'éducation est gravement compromise, même en repoussant les échéances.

**Figure 3 : La part de l'éducation de base dans le total de l'aide à l'éducation a fortement baissé en 2012**

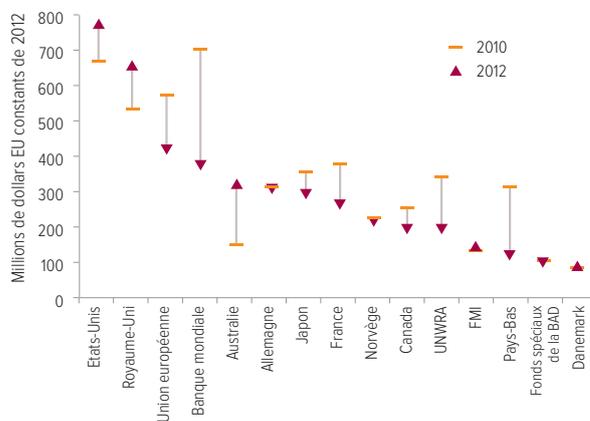
Part de l'éducation de base dans le total de l'aide à l'éducation, 2002-2012



Source: Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2014).

**Figure 4: Beaucoup des plus gros donateurs à l'éducation de base ont diminué leurs niveaux d'aide**

Aide à l'éducation de base, classement des 15 plus gros donateurs en 2012 par rapport à 2010



Source: Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2014).

## Réduction de l'aide à l'éducation de base dans les pays les plus démunis

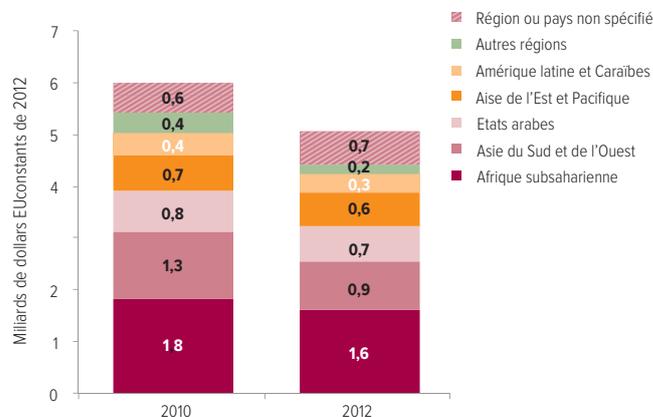
*Décassements d'aide par région:* l'aide à l'éducation de base en Afrique subsaharienne, où vit plus de la moitié des enfants non scolarisés, a reculé entre 2010 et 2011 et stagné entre 2011 et 2012. Douze pays – tous à revenu faible, sauf quatre – ont vu le montant de leur aide à l'éducation amputé de 10 millions de dollars des États-Unis ou plus entre 2010 et 2012. Pour la seule période 2011-2012, l'aide au Mali a baissé de 45 millions et à l'Éthiopie de 23 millions.

La plus forte baisse de l'aide à l'éducation de base a concerné l'Asie du Sud et de l'Ouest, pour laquelle les décaissements ont chuté de 26 % entre 2010 et 2012 (Figure 5). Les deux pays qui ont accusé les plus fortes réductions de l'aide à l'éducation de base entre 2010 et 2012 sont l'Inde (avec une baisse de 278 millions de dollars) et le Pakistan (60 millions). Bien qu'appartenant à la catégorie à revenu intermédiaire inférieur, l'Inde et le Pakistan font partie des cinq pays comptant le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Dans l'un et l'autre pays, l'aide continue de jouer un rôle majeur en aidant les gouvernements à atteindre les enfants non scolarisés.

*Décassements d'aide par catégorie de revenu:* après la forte baisse de l'aide à l'éducation de base dans les pays à faible revenu entre 2010 et 2011, on a observé un léger mieux entre 2011 et 2012. Toutefois l'aide à l'éducation de base en 2012 restait inférieure de 6 % à son niveau de 2010 (Figure 6). L'essentiel de la hausse entre 2011 et 2012 s'est concentré sur un faible nombre de pays comme le Bangladesh, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe, en laissant 22 pays à revenu faible avec une aide à ce sous-secteur inférieure à ce qu'elle était en 2010. Pour 9 de ces 20 pays, c'était la deuxième année consécutive de baisse (Figure 6).

Avec la croissance des économies depuis 15 ans, le nombre total de pays à revenu faible est passé de 64 en 1999 à 36 en 2012. La part de l'aide totale à l'éducation de base pour les 64 pays de la catégorie des pays à revenu faible en 1999 est passée de 71 % en 2002 à

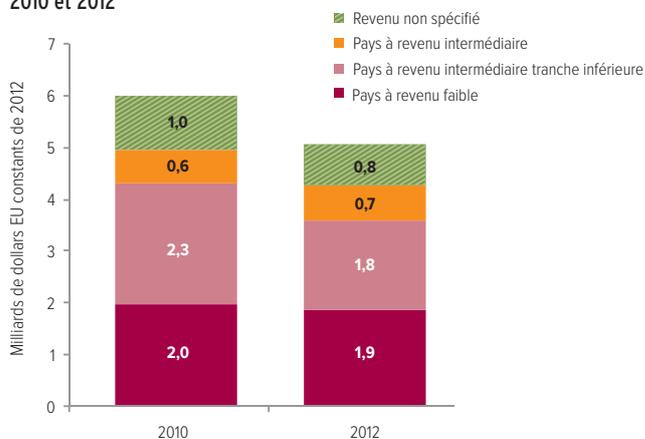
**Figure 5: C'est en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest que l'aide à l'éducation de base a accusé la plus forte baisse**  
Total de l'aide à l'éducation de base par région, 2010 et 2012



Source: Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2014).

**Figure 6: L'aide dans les pays à revenu intermédiaire inférieur a baissé en raison principalement de la forte réduction des fonds à destination de l'Inde**

Aide totale à l'éducation de base par groupe de revenu des pays, 2010 et 2012

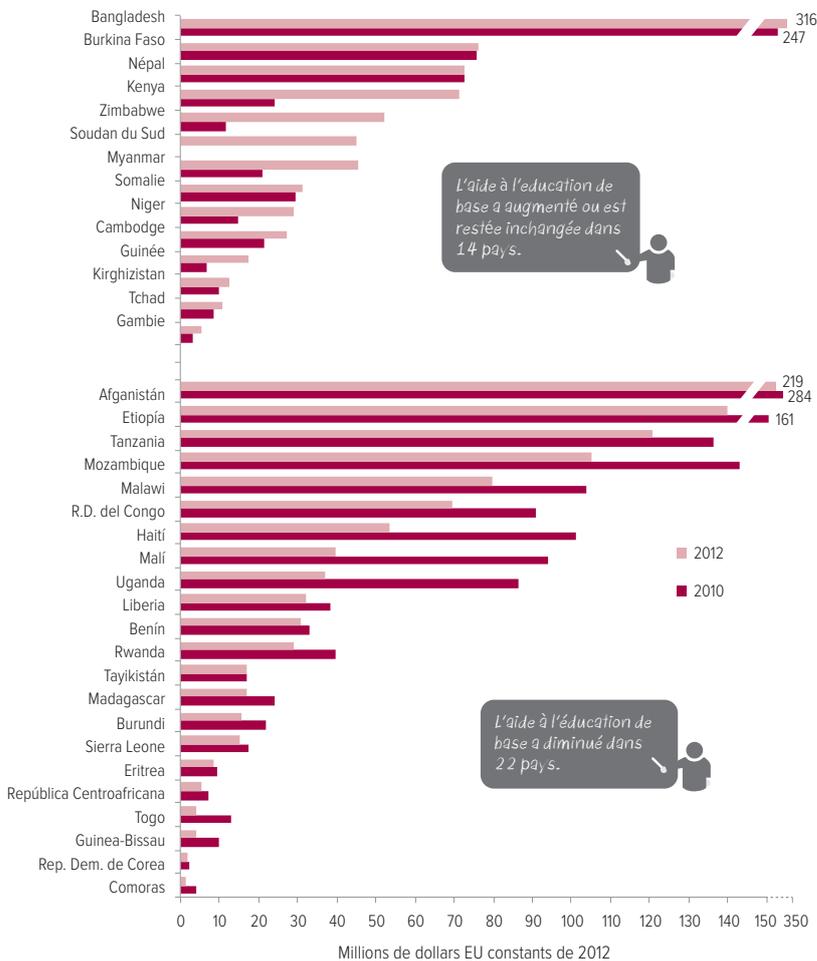


Source: Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2014).

57 % en 2012 (Figure 7). La part de l'aide totale à l'éducation de base pour les 36 pays actuellement classés parmi les pays à faible revenu est restée relativement constante. Toutefois ces pays n'ont reçu que 37 % du total de l'aide au sous-secteur en 2012, ce qui est peu quand on sait qu'ils sont parmi les plus éloignés de la réalisation de l'Éducation pour tous.

**Figure 7: L'aide à l'éducation de base a diminué dans 22 pays à revenu faible entre 2010 et 2012**

Aide totale à l'éducation de base dans les pays à revenu faible, 2010 et 2012



Source: Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2014).

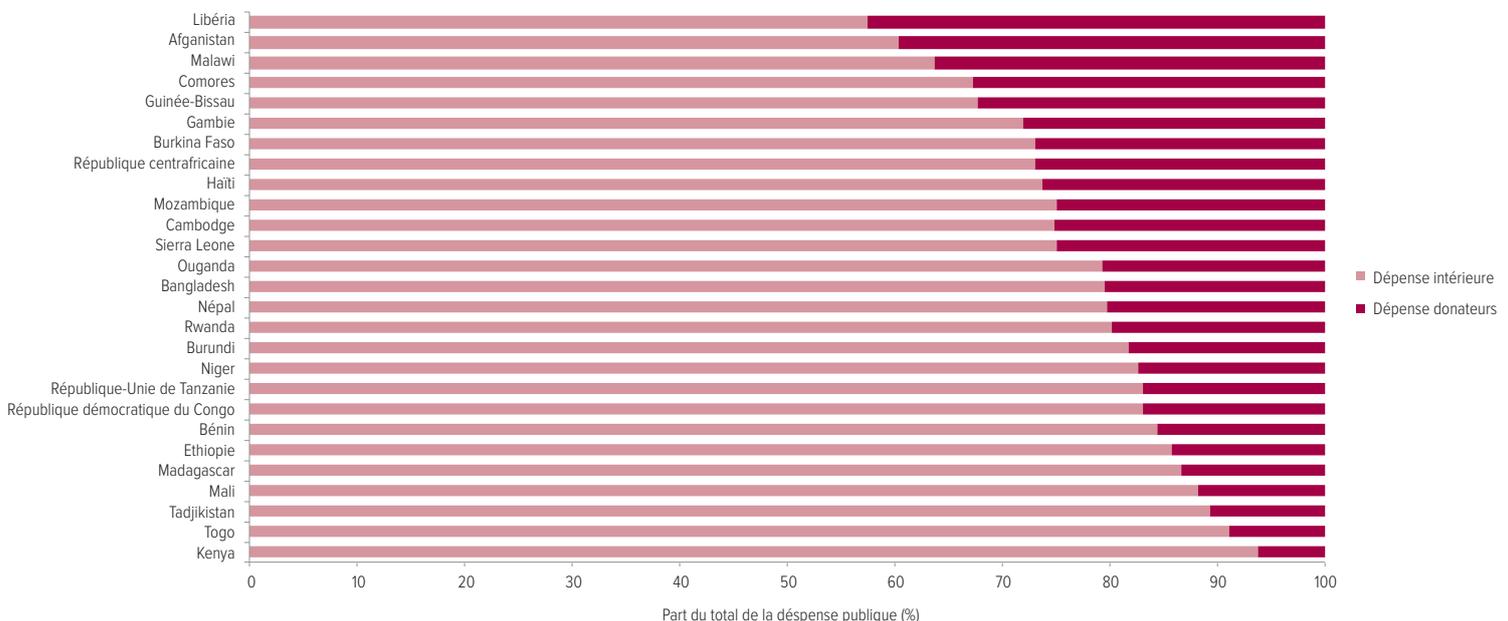
L'aide à l'éducation de base dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a diminué de 25 % entre 2010 et 2012, ce qui est dû dans une large mesure à la baisse importante des décaissements au profit de l'Inde et du Pakistan, mais aussi de la Palestine et du Viet Nam.

Le recul de l'aide à l'éducation laisse à penser que les donateurs s'interrogeraient sur son importance. Cependant, beaucoup de pays à revenu faible continuent de compter fortement sur l'aide pour financer leurs systèmes éducatifs. Si les dépenses nationales continuent de constituer la contribution la plus importante, les dépenses des donateurs – budgétaires ou hors budget – ont représenté environ deux cinquièmes des dépenses publiques consacrées à l'éducation dans des pays comme le Libéria, l'Afghanistan et le Malawi. Dans 12 pays, les donateurs financent plus d'un quart des dépenses publiques consacrées à l'éducation (Figure 8).

Les tendances actuelles sont préoccupantes pour l'avenir de l'aide à l'éducation. Selon les projections de l'OCDE, le total de l'aide augmentera de 6 % entre 2012 et 2013, puis stagnera à partir de 2014. La hausse relevée entre 2012 et 2013 ne devrait concerner que des pays à revenu intermédiaire d'Asie de l'Est, du Sud et centrale (tels

**Figure 8: L'aide est une source importante de financement de l'éducation dans les pays pauvres**

Part des dépenses des donateurs dans le total des dépenses publiques consacrée à l'éducation, 2012



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT reposant sur le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE et Development Finance International (2014).

que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, le Sri Lanka, l'Ouzbékistan et le Viet Nam), principalement sous la forme de prêts concessionnels des institutions multilatérales et des donateurs bilatéraux. Pour beaucoup de pays les plus pauvres, principalement en Afrique subsaharienne, les projections laissent présager une baisse de l'aide d'environ 500 millions de dollars. En supposant que la part du total de l'aide allouée à l'éducation reste au niveau qui a été le sien depuis 2010, la baisse de l'aide globale compromet gravement la possibilité d'atteindre les objectifs mondiaux, actuels et futurs, de l'éducation.

## Aide humanitaire

L'aide humanitaire a pour objet de sauver des vies, de préserver l'accès à des services vitaux et d'alléger les souffrances pendant les situations d'urgence et immédiatement après. Elle diffère de l'aide au développement en ceci qu'elle est destinée à être de court terme ; dans la pratique, il est souvent difficile de décider à quel moment se terminent les suites d'une situation d'urgence et à quel moment commencent d'autres types d'assistance.

La section suivante étudie les tendances de l'aide humanitaire à partir des données des procédures d'appel humanitaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (procédures d'appel global et appels éclair) (Encadré 1).

Encadré 1: Procédures d'appel global et appels éclair

Les **appels éclair** sont lancés immédiatement après une catastrophe humanitaire, sur la base des premières estimations. En général, ils concernent des financements d'une durée de trois à six mois. Ils sont souvent destinés à assister les pays qui ne sont pas dans un conflit de longue durée, mais qui ont été frappés par une catastrophe naturelle.

L'**appel global** est le principal instrument de mobilisation de l'aide humanitaire. Il fournit un budget consolidé à partir des informations transmises par le biais de procédures nationales. En général, il concerne des situations d'urgence complexes et durables, telles que celles que connaissent la République démocratique du Congo ou la Somalie.

## L'aide humanitaire est indispensable pour aider les pays à se reconstruire après une crise

La moitié des enfants non scolarisés dans le monde vivent dans des pays touchés par un conflit (*Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013-2014*). Beaucoup d'autres vivent dans des pays dévastés par des catastrophes naturelles. Ces pays, qui sont les plus en retard dans les efforts pour la réalisation de l'Éducation pour tous, ont un besoin urgent d'une aide au développement à long terme et d'une aide humanitaire à court terme pour surmonter leurs crises. Beaucoup ont été soumis à la procédure d'appel global des Nations Unies pendant plusieurs années pour une réponse humanitaire efficace.

Contrairement à une idée répandue, l'aide humanitaire ne sert pas seulement à combler les lacunes à court terme, mais constitue une part importante de l'aide. En 2012, elle a représenté 23 % des financements extérieurs pour 21 pays qui font régulièrement appel à l'aide humanitaire. En Somalie, où sévit une guerre civile depuis plus de vingt ans, l'aide humanitaire a représenté plus de 60 % des financements extérieurs en 2012 (Figure 9A).

Toutefois, l'aide humanitaire ne constitue qu'une petite partie des financements extérieurs destinés à l'éducation. En 2012, elle n'a représenté que 8 % des financements extérieurs de ce secteur dans les 21 pays ayant fait appel à l'aide humanitaire pour l'éducation. Au Niger, où 45 % des financements extérieurs proviennent de l'aide humanitaire, celle-ci ne représente que 5 % des financements extérieurs pour l'éducation, qui reste au bas des priorités de l'aide humanitaire (Figure 9B).

## Les appels à l'aide humanitaire négligent les besoins de l'éducation

En 2011, l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI) du Secrétaire général de l'ONU a fixé pour objectif que l'éducation perçoive au moins 4 % de l'aide humanitaire à court terme. À l'heure actuelle, le secteur n'est pas près d'atteindre cet objectif, puisqu'il reçoit à peine 2,4 % des appels humanitaires qui ont été financés en 2013. Bien qu'il constitue une légère amélioration par rapport au pourcentage de 1,4 % relevé en 2012, ce chiffre est encore loin de l'objectif fixé (Figure 10). L'éducation souffre d'un double handicap, non seulement parce qu'elle reçoit la portion congrue de

l'aide humanitaire, mais aussi parce qu'elle ne reçoit qu'une infime part des demandes de financements qu'elle fait : en 2013 le secteur a reçu 34 % de l'aide humanitaire qu'il avait demandé. En comparaison le secteur de l'alimentation en a reçu 89 % et celui de la santé 54 % (Figure 11).

Si l'on étudie de près les 19 appels humanitaires globaux au Bureau de la coordination des affaires humanitaires en 2013, seuls 4 des 16 pays ayant fait des demandes de fonds pour l'éducation ont reçu des financements représentant 4 % de l'aide humanitaire : la Somalie (4 %), la République arabe syrienne (4 %), le Soudan (6 %) et la République centrafricaine (8 %) (Figure 12). Dans le cas de la République centrafricaine, 81 % des ressources reçues pour l'éducation étaient destinées à des programmes d'aide alimentaire à l'école.

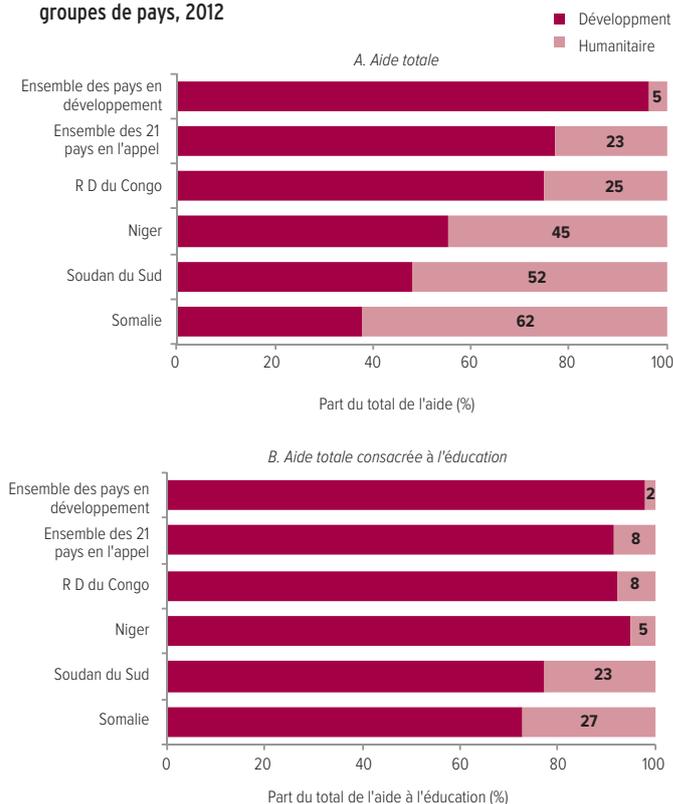
Sur les 26 appels humanitaires globaux et éclair au Bureau de la coordination des affaires humanitaires en 2014, 11 ont proposé qu'au moins 4 % du total des fonds humanitaires demandés soient réservés au secteur de l'éducation.

Malheureusement, les organismes d'aide travaillent souvent en parallèle, ce qui signifie qu'une grande part des besoins du secteur de l'éducation propres à une situation de conflit passe à travers les mailles du filet. Le Mali est un exemple de pays touché par un conflit qui a souffert de ce manque de coordination : l'aide au développement destinée à l'éducation y a diminué, passant de 136 millions de dollars en

2008 à 40 millions en 2012, et seules 6 % de ses demandes de financements pour l'éducation au titre de l'aide humanitaire ont été satisfaites, par rapport à 61 % de ses demandes alimentaires.

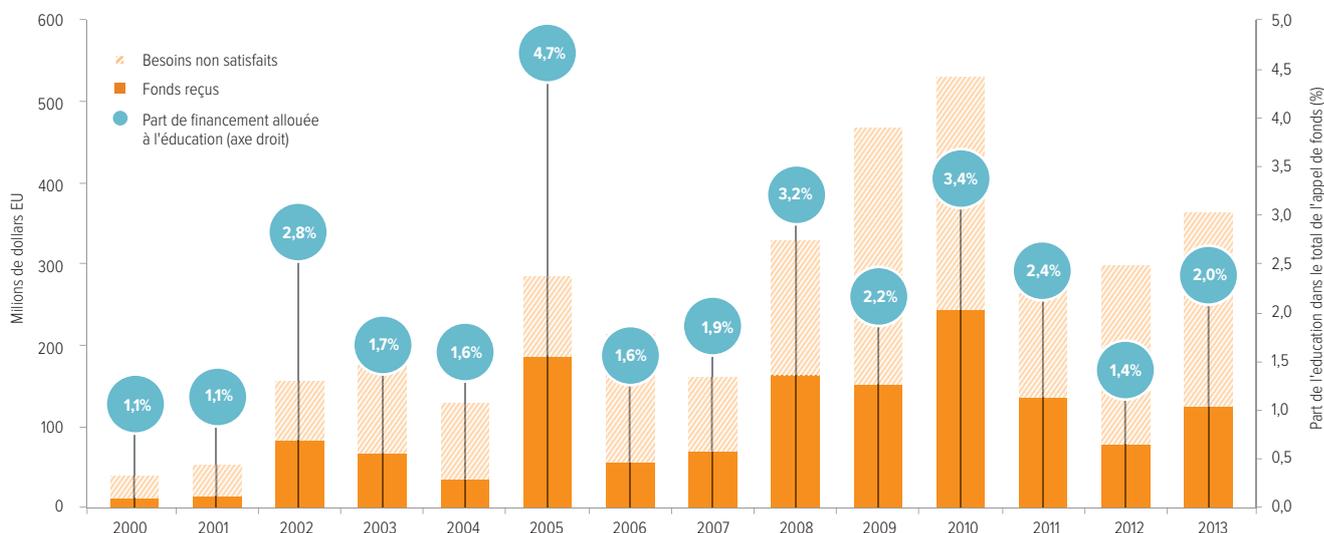
**Figure 9: L'aide humanitaire est un mode de financement important pour beaucoup de pays touchés par des conflits, mais elle l'est moins en ce qui concerne l'éducation.**

Part de l'aide humanitaire dans l'aide totale, sélection de pays et de groupes de pays, 2012



Fuente: Análisis del equipo del Informe de Seguimiento de la EPT en el Mundo sobre la base de datos del sistema de notificación de los países acreedores (CRS) de la OCDE (2014) y Oficina de Coordinación de Asuntos Humanitarios(2014)

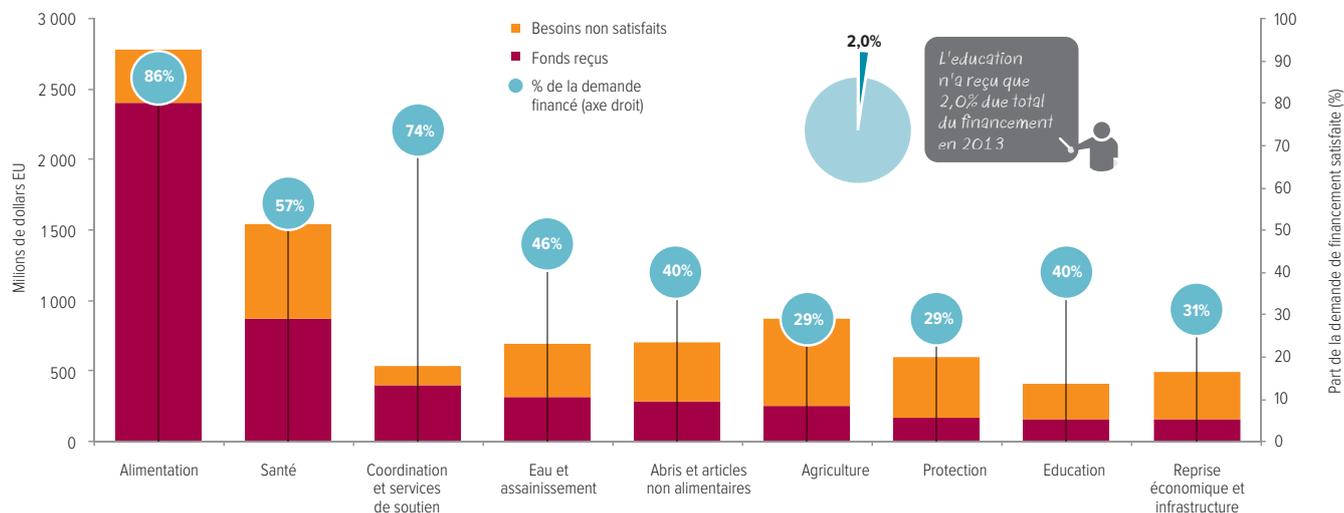
**Figure 10 : Après un pic en 2010, l'aide humanitaire accuse une baisse**  
Demande d'appels de fonds globales et éclair et financement du secteur de l'éducation, 2000-2013



Source: Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2014).

**Figure 11: L'éducation ne reçoit qu'une petite part des demandes d'aide humanitaire – et les demandes la concernant sont moins nombreuses à être financées.**

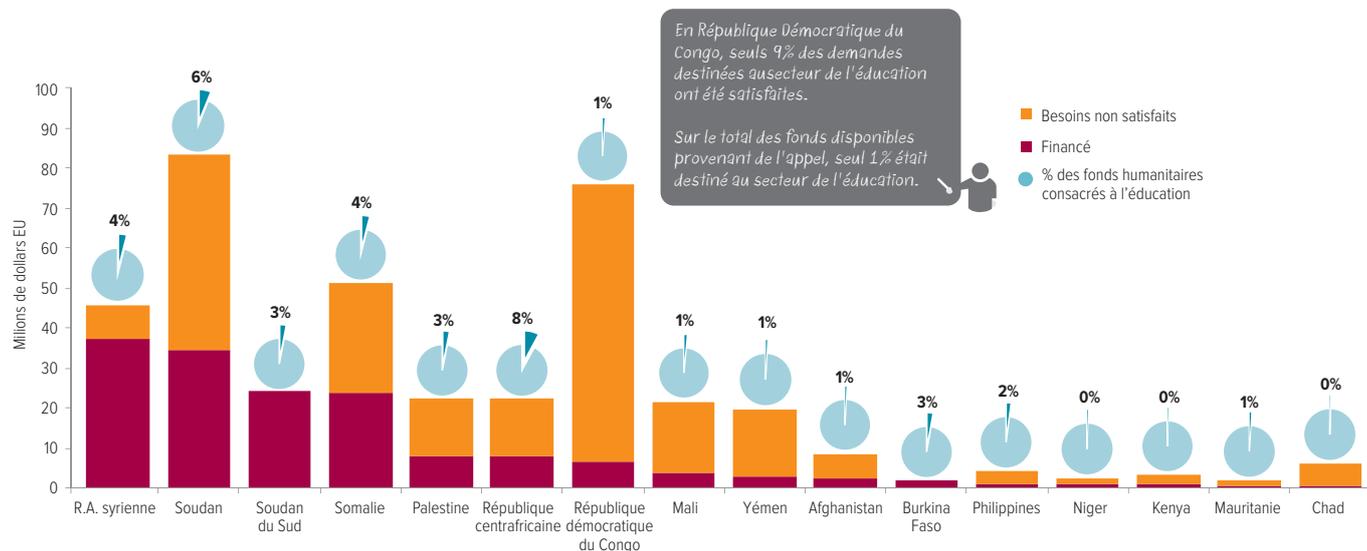
Appels globaux à l'aide humanitaire et fonds reçus par secteur, 2013



Source: Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2014).

**Figure 12: Les pays touchés par un conflit n'ont reçu qu'une infime partie des fonds humanitaires demandés au titre de l'éducation en 2013**

Demandes d'appels globales et financements consacrés à l'éducation, 2013



Source: Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2014).

## Conclusion

Comme nous l'avons montré dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013-2014, beaucoup des pays les plus éloignés de la réalisation de l'EPT n'exploitent pas suffisamment leur base fiscale ou consacrent une part insuffisante de leurs recettes à l'éducation. Si les pays collectaient 20 % de leur PIB en impôts – le niveau estimé nécessaire pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement – et consacraient au moins 20 % de leur budget à l'éducation, ils pourraient contribuer davantage à combler le déficit de financement de l'éducation.

Pourtant beaucoup de pays les plus pauvres auront besoin d'une aide à l'éducation pendant encore plusieurs années. Quand les objectifs de l'Éducation pour tous ont été définis en 2000, les donateurs et les gouvernements ont promis « qu'aucun pays ayant pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation pour tous ne verrait ses efforts contrariés par le manque de ressources ». Non seulement les donateurs ont manqué à leur promesse, mais désormais beaucoup se désintéressent de l'éducation en tant que priorité de développement. Avec 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont toujours pas scolarisés et 250 millions d'enfants ne possédant pas les acquis de base, il est urgent que les donateurs se mobilisent de nouveau pour l'éducation.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT  
c/o UNESCO  
7, place de Fontenoy,  
75352 Paris 07 SP, France  
Courriel: [efareport@unesco.org](mailto:efareport@unesco.org)  
Tél.: +33 (1) 45 68 10 36  
Fax: +33 (1) 45 68 56 41  
[www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org)

Développé par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous* est une référence qui vise à informer, influencer et à soutenir un véritable engagement envers l'éducation pour tous.

© UNESCO

2014/ED/EFA/MRT/PP/13 REV2.

